



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 21 octobre 2022

Presse – Actualités

- [Divisés, les Vingt-Sept trouvent un accord sur une... « feuille de route » pour endiguer la flambée des prix de l'énergie – La Tribune](#)
- [Mode de calcul de la retraite : le gouvernement abandonne l'idée d'aligner le public sur le privé – Acteurs Publics](#)
- [Sanctions contre la Russie : diamants, uranium... Ces secteurs épargnés par l'Union européenne – L'Express](#)
- [Face à la Chine, Bruxelles et Washington renforcent leur arsenal de défense commerciale - Les Echos](#)
- [Réforme de l'ISF : des effets confirmés sur l'expatriation des ménages aisés - Les Echos](#)
- [Au Ghana, les commerçants ferment boutique pour dénoncer une inflation record – Le Monde](#)
- [Royaume-Uni : acculée, la Première ministre Liz Truss jette l'éponge - Challenges](#)
- [Allez, c'est vendredi ! Sourions...](#)

ARTICLES DE PRESSE

Divisés, les Vingt-Sept trouvent un accord sur une... « feuille de route » pour endiguer la flambée des prix de l'énergie – La Tribune

Les dirigeants de l'Union européenne sont tombés d'accord dans la nuit de jeudi à vendredi sur une « feuille de route » visant à mettre en place, dans les prochaines semaines, des mesures destinées « pour contenir les prix de l'énergie pour les ménages et les entreprises »



(Crédits : PIROSKA VAN DE WOUW)

Un accord pour trouver un accord. C'est ce qui ressort de l'annonce dans la nuit de jeudi à vendredi du Conseil européen, marqué par des frictions entre le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz. Alors que les intérêts des Etats membres divergent sur les mesures à prendre pour contrer le choc énergétique provoqué par la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie qui l'accompagnent, les dirigeants des Vingt-Sept se sont mis d'accord pour « travailler à des mesures pour contenir les prix de l'énergie pour les ménages et les entreprises », a annoncé cette nuit sur le président du Conseil européen Charles Michel. Alors qu'il évoque un accord « sur un paquet de mesures » qui doivent désormais être « traitées de manière fine », cet accord n'est autre qu'une « feuille de route » à l'issue incertaine. « Nous avons une bonne feuille de route, solide, qui nous permettra de travailler sur les prix de l'énergie », a déclaré de son côté la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Eviter une concurrence entre les pays européens

Selon les conclusions diffusées à l'issue de la rencontre, les chefs d'Etat et de gouvernement demandent à la Commission de leur soumettre « *de façon urgente* » des « *décisions concrètes* » sur un ensemble de mesures, dont des interventions pour dompter la volatilité des cours du gaz. Les Vingt-Sept se sont mis d'accord pour favoriser les achats en commun de gaz à l'échelle de l'UE, avec l'idée qu'ils restent « *volontaires* » mais couvrent au moins un niveau-cible « *obligatoire* » de 15% des objectifs de remplissage des stocks de l'Union européenne pour l'hiver 2023. Ils ont également appelé à « *accélérer leurs négociations* » avec des pays producteurs « *fiables* » comme la Norvège et les Etats-Unis, pour « *tirer avantage du poids économique* » agrégé de l'UE plutôt que de se faire concurrence sur le marché mondial au risque d'alimenter la fièvre des prix. Outre une mesure d'encadrement du prix de gros dans les transactions de gaz naturel, les dirigeants demandent par ailleurs un projet précis de mécanisme « *temporaire* » pour plafonner les prix du gaz utilisé pour produire de l'électricité -- un dispositif déjà mis en place en Espagne et au Portugal, et dont la France réclamait l'extension à l'ensemble de l'UE. Mais, dans une concession faite à l'Allemagne, ce mécanisme devra être assorti de garde-fous pour « *éviter toute consommation accrue de gaz* ». Il devra aussi éviter que l'UE ne subventionne de l'électricité qui serait in fine exportée vers des pays voisins (Norvège, Royaume-Uni, Suisse...).

Les ministres de l'Energie de l'UE se réuniront mardi pour discuter de ces mesures. S'ils ne s'entendent pas, un nouveau sommet des chefs d'Etat serait nécessaire, a indiqué Olaf Scholz. Pour Emmanuel Macron, « *les objectifs de ce conseil sont atteints* », a-t-il estimé en précisant que les mécanismes envisagés pourraient être mis en oeuvre « *fin octobre, début novembre* ». A ses yeux, les dirigeants européens ont « *envoyé de manière très claire aux marchés un signal de (leur) détermination et de (leur) unité* ».

Tête-à-tête entre Macron-Scholz

Ce Conseil a par ailleurs été l'occasion pour Emmanuel Macron et Olaf Scholz d'afficher une certaine volonté d'apaisement après les tensions qui ont éclaté au grand jour entre Paris et Berlin. Arrivés très divisés, les deux hommes ont eu un tête-à-tête d'une demi-heure, sans conseillers, avant de retrouver les autres dirigeants des Vingt-Sept. Une réunion qui a permis de « *clarifier beaucoup de choses* », a déclaré le président français. « *On n'a pas toujours les mêmes positions, ce qui est normal* », a-t-il encore dit, semblant minimiser les désaccords qui avaient été soulignés par le camp français en amont et durant le sommet. Quelques heures plus tôt, il avait en effet estimé que Berlin jouait une partition solitaire, semblant rejeter sur les Allemands la responsabilité des difficultés européennes.

« *Je pense que ce n'est pas bon ni pour l'Allemagne ni pour l'Europe qu'elle s'isole (...). Notre rôle est de tout faire pour qu'il y ait une unité européenne et que*

l'Allemagne en fasse partie », a-t-il indiqué. « Il est très clair que l'Allemagne a toujours agi de façon très solidaire », a répliqué Olaf Scholz, précisant qu'il ne s'était « en aucun cas » senti isolé pendant les longues et laborieuses discussions sur l'énergie. Le chancelier allemand avait été accusé d'égoïsme après avoir annoncé fin septembre un plan de soutien à 200 milliards d'euros pour l'économie allemande, non concerté avec ses partenaires.

Ces tensions se sont concrétisées quelques heures plus tôt quand, sans concertation avec Berlin, Paris a annoncé jeudi avec l'Espagne et le Portugal un accord pour remplacer le projet de gazoduc MidCat par un pipeline sous-marin entre Barcelone et Marseille, destiné à acheminer du gaz puis de l'hydrogène vert. Lancé initialement en 2003, ce projet MidCat (pour Midi-Catalogne), était défendu par Lisbonne, Madrid et Berlin mais se heurtait à l'opposition de Paris. Il visait à relier les réseaux gaziers français et espagnol via un pipeline de 190 km allant d'Hostalric, au nord de Barcelone, à Barbaira, à l'est de Carcassonne, par les Pyrénées.

« Faire un reset »

Alors que le président français recevra le chancelier allemand mercredi à Paris, Bruno Le Maire, le ministre français de l'Economie, a reconnu jeudi que les relations actuelles entre la France et l'Allemagne n'étaient pas faciles, appelant à une « redéfinition stratégique » pour remettre les compteurs à zéro sur certains points. Comme le président Emmanuel Macron, qui a déclaré à son arrivée à Bruxelles être déterminé à « préserver l'amitié et l'alliance » franco-allemande, Bruno Le Maire a parlé d'une « coopération essentielle ».

« Est-ce que les choses sont faciles en ce moment ? Non. Est-ce que c'est compréhensible ? Oui », a-t-il ajouté lors d'un débat sur la protection des entreprises contre la crise.

« Cela doit nous amener à une redéfinition stratégique des relations entre la France et l'Allemagne. Et à créer une alliance nouvelle, peut-être encore plus forte, mais en faisant un "reset" (redémarrer, ndlr) sur un certain nombre de points », a affirmé le ministre. Ce fervent germanophile a toutefois rappelé qu'il n'y avait « pas d'alternative à cette relation étroite entre la France et l'Allemagne ».

Dans un entretien au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung qui lui demandait si Vladimir Poutine avait réussi à diviser l'Europe, il a affirmé que « personne ne pourra dissoudre le couple franco-allemand », mais qu'« une des erreurs de l'amitié franco-allemande était de vouloir mettre de côté les différences ».

Ces propos sont tenus au lendemain d'une réunion avec ses homologues allemands des Finances Christian Lindner et de l'Economie Robert Habeck, avec à l'issue des sons de cloche déjà sensiblement éloignés malgré un ton cordial. Auparavant, le gouvernement allemand avait annoncé le report à janvier du conseil des ministres des deux pays, prévu le 26 octobre, invoquant le besoin de « davantage de temps » pour s'entendre sur plusieurs dossiers tandis que Bruno Le Maire a prétexté « uniquement » des difficultés d'agenda.

Lors du débat, le ministre français a expliqué que les dissensions proviennent de raisons « *qui bouleversent le modèle allemand* ». Tout d'abord la guerre en Ukraine qui rend « *obsolète l'idée d'une Europe bâtie pour la paix* » et qui « *doit désormais être là pour garantir la sécurité contre des agresseurs étrangers* ».

Les visions s'opposent également, selon lui, sur le modèle énergétique, la France ayant annoncé sa préférence pour le nucléaire tandis que l'Allemagne le refuse et peine à se défaire du gaz russe tout comme de son partenaire chinois sur le plan commercial.

Côté allemand, les différends semblent résider dans la réponse apportée à l'inflation. Berlin défend une coordination des politiques monétaires des banques centrales et des politiques budgétaires des Etats, qui doivent veiller « *à ne pas alimenter l'inflation en soutenant la demande* ».

Bruno Le Maire a répondu en affirmant que le plan d'aide énergétique à 200 milliards annoncé par l'Allemagne n'était pas bien « *différent* » des 100 milliards sur trois ans prévus par la France pour contrer l'inflation.

latribune.fr

Mode de calcul de la retraite : le gouvernement abandonne l'idée d'aligner le public sur le privé – Acteurs Publics

Les modalités de calcul des retraites des fonctionnaires (sur les six derniers mois d'activité) ne seront pas au cœur de la prochaine réforme des retraites, contrairement au projet du premier quinquennat, a indiqué le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini.



Photo : Xose Bouzas/Hans Lucas/Hans Lucas via AFP

Quelles seront les conséquences de la réforme des retraites à venir sur les fonctionnaires ? Le doute planait depuis l'annonce par Emmanuel Macron de la réactivation de ce chantier abandonné lors du premier quinquennat. Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, vient néanmoins de lever un coin du voile : les modalités de calcul des retraites des fonctionnaires ne vont pas être modifiées. La règle du calcul sur les six derniers mois d'activité – contre les 25 meilleures années dans le secteur privé – restera donc en vigueur.

“Ce n'est pas l'objet de cette réforme-là, a ainsi déclaré Stanislas Guerini sur Sud Radio ce jeudi 20 octobre. Ce qu'il faut regarder, c'est quelle est la part entre ce que l'on cotise tout au long de la carrière et ce que l'on reçoit au moment de sa retraite.”

“En réalité, la situation est exactement la même dans la fonction publique que dans le privé, a-t-il poursuivi. Quand on voit le taux d'effort, ce que l'on cotise dans sa carrière pour ce que l'on va recevoir dans sa retraite, eh bien à 0,5 point près, c'est la même chose pour la fonction publique et pour le privé.”

“On est dans une réforme qui n'est plus d'ordre systémique mais davantage paramétrique, des éléments systémiques pour les fonctionnaires ne bougeront donc pas”, détaille son entourage, sollicité par *Acteurs publics* pour plus de précisions. Le contraire du projet de réforme du premier quinquennat Macron, qui prévoyait la mise en place d'un régime universel par points, et donc le calcul de la retraite des fonctionnaires sur l'ensemble de leur carrière et non plus sur les derniers mois.

Quid de l'intégration des primes ?

Si l'exécutif ne compte donc pas reprendre l'architecture de la réforme imaginée lors du précédent quinquennat, les fonctionnaires seront malgré tout concernés par une mesure phare de la nouvelle réforme souhaitée par Emmanuel Macron : le recul de l'âge légal de départ à la retraite. *“Le pacte productif promis par le président de la République part d'un constat, celui de la nécessité de travailler plus pour préserver notre modèle social, explique l'entourage de Stanislas Guerini. Tout le monde est concerné, privé comme public.”* D'autres sujets touchant aux fonctionnaires seront également évoqués lors des discussions avec les représentants du personnel : la question de la pénibilité, l'aménagement des fins de carrière ; le travail des seniors, le cumul emploi-retraite.

Et quid de la prise en compte des primes des fonctionnaires dans le calcul de leurs retraites, comme évoqué durant le premier quinquennat ? Le gouvernement n'a pas arrêté de position sur cette intégration. *“Ce sujet aura vocation à être discuté dans le cadre du chantier sur les carrières et rémunérations, mais nous n'avons pas de position d'entrée très affirmée en la matière”*, explique l'entourage de Stanislas Guerini.

“On parle souvent de (la) spécificité (du régime de retraite des fonctionnaires), avec une forme de sous-entendu d'injustice, mais on oublie souvent un autre élément extrêmement important, c'est que les fonctionnaires voient leurs retraites calculées sur leur part fixe de rémunération sans du tout prendre en compte leur part variable, les primes notamment, alors que cela représente un bon bout de rémunération”, a expliqué à ce propos Stanislas Guerini sur Sud Radio.

PAR BASTIEN SCORDIA

* * *

Sanctions contre la Russie : diamants, uranium... Ces secteurs épargnés par l'Union européenne – L'Express

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février, l'Occident a adopté huit paquets de sanctions contre la Russie. Mais des secteurs passent encore à travers les mailles du filet, grâce au lobby de certaines nations.

Depuis le début de la guerre il y a huit mois, l'Union européenne a lancé huit salves de sanctions à l'égard de la Russie, ciblant 1 236 personnes et 155 entreprises. Les Vingt-Sept se sont en premier lieu attaqués aux avoirs des oligarques russes et à la limitation de la capacité de voyager pour de nombreuses personnalités plus ou moins proches du Kremlin. Puis l'achat d'or russe a été interdit et les exportations de produits technologiques ou encore de l'acier, pouvant servir les intérêts militaires russes, ont été restreintes. Résultat : depuis le début de la guerre, les importations russes vers l'UE ont diminué de plus de 60%, et les exportations européennes vers la Russie d'un tiers.

Le dernier paquet de mesures a été adopté le 6 octobre dernier, à la suite de [l'annexion par la Russie de territoires ukrainiens dans l'Est et le sud du pays.](#)

L'un des points majeurs est le plafonnement des prix du pétrole russe transporté par navire. Mais certains secteurs clés, pour quelques États membres, semblent toujours être épargnés par ce flot de sanctions contre Moscou.

La Belgique et les diamants russes

C'est le cas des exportations de diamants russes. Le pays abrite, en effet, de nombreuses sociétés qui figurent au premier rang des producteurs mondiaux de pierres brutes, dont Alrosa, le numéro un mondial. La Russie est elle-même le plus grand fournisseur mondial : sa production avoisine les 30% et ses exportations lui ont rapporté plus de 4,5 milliards de dollars en 2021. Après l'interdiction des exportations d'or russe, l'UE a ainsi discuté, pour la dernière salve de sanctions, de celle des diamants. La proposition émanait de l'Irlande, la Pologne, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie. Mais, par un important travail de lobbying, la Belgique s'y est opposée, comme elle s'y applique depuis le début du conflit.

Et pour cause : selon l'agence de presse anglaise Reuters, une telle mesure affecterait les intérêts de la Belgique, dont l'industrie du diamant représente 5% des exportations et emploie 30 000 personnes. Le World Diamond Centre d'Anvers, plus grand centre de commerce de diamants du monde, estime qu'il perdrait 30% de son chiffre d'affaires s'il ne pouvait plus vendre de diamants en provenance de Russie, et que cela profiterait à d'autres pays qui n'appliquent pas de sanctions contre Moscou. Le Premier ministre belge Alexander de Croo a lui-même estimé, le 14 septembre, que des sanctions visant les diamants russes représentaient une "grosse perte" pour son pays, tout en assurant n'avoir "jamais bloqué de mesures liées au secteur du diamant".

La Grèce continue de transporter le pétrole russe

En mai dernier, à l'occasion de la sixième salve de mesures, les Vingt-Sept se sont accordés sur l'interdiction des exportations du pétrole. La mesure a été conçue comme progressive et structurée. Ce qui signifie que les importations maritimes, qu'il s'agisse de pétrole brut ou de produits raffinés, seront progressivement éliminées d'ici la fin de l'année.

Pourtant, la Grèce, qui dispose d'une flotte importante en la matière, ne compte pas ralentir son marché d'exportations, même s'il s'agit de l'une des plus grandes sources de revenus du Kremlin. La Grèce considère que cela porterait un coup trop dur à son économie. En effet, plus de la moitié des

navires transportant le pétrole russe lui appartiennent, selon les informations du site de données maritimes MarineTraffic, relayées par le *New York Times*. Le pays continue donc à transporter le pétrole russe vers des destinations non-européennes. Face à cet embargo, la Grèce propose tout de même le transport de l'or noir à un prix réduit et plafonné, pour éviter d'apporter trop de revenus à la Russie.

La France toujours dépendante de l'uranium russe

D'après un article du *New York Times*, la France, la Hongrie, la Slovaquie, la Finlande, entre autres, dépendent encore des exportations russes d'uranium, en partie pour faire fonctionner leurs centrales nucléaires. Ces échanges vaudraient près de 200 millions d'euros, d'après Greenpeace, qui fait pression pour son interdiction. L'Allemagne fait partie des pays qui ont tenté d'amener la question de l'interdiction de ces importations sur la table des négociations, sans toutefois y parvenir pour le moment. Reste qu'elle pourrait revenir dans l'actualité si de nouvelles mesures devaient être prises. Les partisans du maintien de l'uranium russe disent que la capacité de la France et des autres pays à produire de l'électricité avec leurs centrales nucléaires pendant une crise énergétique aiguë est plus importante que les gains politiques ou financiers qui pourraient découler d'une interdiction par l'UE.

"En fin de compte, c'est le prix de l'unanimité pour maintenir cette coalition, et dans le plus grand schéma des choses, les sanctions fonctionnent vraiment", a déclaré auprès du *New York Times* Jacob Kirkegaard, chercheur au bureau bruxellois du groupe de recherche du German Marshall Fund. "Nous aimerions que tout soit inclus, les diamants ainsi que tous les autres intérêts spéciaux, mais je suis d'avis que, si les épargner est ce qu'il faut pour garder tout le monde ensemble, qu'il en soit ainsi", a-t-il ajouté.

* * *

Face à la Chine, Bruxelles et Washington renforcent leur arsenal de défense commerciale - Les Echos

A Bruxelles comme à Washington, on a pris conscience du danger que représentent l'agressivité prédatrice de Pékin et la dépendance de filières entières à des composants venus de Chine ou de Taïwan. UE et Etats-Unis cherchent à organiser un découplage progressif. Les Vingt-Sept se penchent sur la question au cours du sommet de cette semaine.

Réunis à Bruxelles en cette fin de semaine, les Vingt-Sept se penchent sur la question des relations de l'Union avec la Chine, décrite en 2019 à la fois comme « partenaire, concurrent économique et rival systémique ». Depuis trois ans, l'équation s'est durcie et l'agressivité de Pékin a appelé des réponses législatives, côté européen comme côté américain. Une forme d'innocence a laissé place à la défiance.

« La Commission von der Leyen, entrée en fonction fin 2019, restera comme celle qui a considérablement développé l'arsenal européen de défense commerciale autonome contre les Etats tiers hostiles, sur la base des intuitions de la Commission Juncker », indique Elvire Fabry, experte ès commerce de l'Institut Jacques Delors. Aucun instrument européen ne vise certes explicitement Pékin. « Ils sont tous fondés sur un principe non discriminatoire », précise-t-elle, mais souvent la Chine est la première visée.

Filtrage des investissements directs

Le lundi 10 octobre, la commission du Commerce international du Parlement européen a ainsi approuvé un nouvel outil anti-coercition pour faire face aux intimidations dont pourraient être victimes les Etats membres. [Comme celle qu'a dû affronter la Lituanie](#) en 2021, après que Taïwan eut ouvert un bureau de représentation à Vilnius. Pékin a alors organisé en sourdine un blocus sur les produits made in Lithuania. Le nouveau levier permettra à l'UE d'adopter des mesures de rétorsion dans des situations similaires.

Depuis octobre 2020 est aussi opérationnel un cadre de filtrage des investissements directs en Europe, qui vise à protéger les secteurs et les entreprises critiques pour l'UE (les Allemands furent traumatisés, en 2016, par l'acquisition de [leur spécialiste de robotique Kuka par le Chinois Midea](#)).

Subventions déloyales

En juin dernier, les Vingt-Sept et le Parlement européen sont tombés d'accord sur un nouvel instrument de lutte contre [les subventions déloyales octroyées](#) par des pays tiers à leurs entreprises pour conquérir des parts de marché dans l'UE. C'était la moindre des choses, sachant qu'au sein du marché intérieur la Commission fait la chasse aux aides d'Etat qui distordent la concurrence. Or nombre d'entreprises chinoises sont sous stéroïdes publics.

La présidence française de l'UE, en juin, a encore obtenu un accord sur un outil de réciprocité qui autorise l'UE, si un pays tiers ferme ses marchés

publics aux entreprises européennes, à exclure les acteurs de ces Etats des appels d'offres européens. Une mesure qui s'adresse notamment à Pékin.

Travail forcé des Ouïghours

Cette année, la Commission a en outre proposé une directive sur [le devoir de vigilance](#) des entreprises en matière de durabilité. Elle obligera les sociétés européennes à contrôler leurs fournisseurs pour s'assurer qu'ils n'ont pas des pratiques environnementales déplorables (et il y en a beaucoup en Chine) et respectent les droits humains. Le règlement proposé en septembre pour interdire dans l'UE [les produits issus du travail forcé](#) vise évidemment à traiter le cas des Ouïghours.

« Reste à voir désormais comment ces instruments seront utilisés, compte tenu du pouvoir discrétionnaire accordé à la Commission », analyse Elvire Fabry. Le travail continuera dans les mois qui viennent. L'élaboration en cours d'une stratégie autour des semi-conducteurs se fait dans l'hypothèse désormais crédible d'une invasion de Taïwan, leader mondial des puces. Bruxelles veut aussi diversifier l'approvisionnement en terres rares et développer leur recyclage, là encore pour ne plus dépendre de la Chine.

Taxes douanières aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le président démocrate, Joe Biden, a d'abord donné l'impression d'un recul par rapport aux prises de position de l'administration Trump, qui avait décidé une augmentation brutale des taxes douanières en 2019 afin de rééquilibrer les termes de l'échange. Pourtant, ces taxes sont toujours en vigueur.

L'arsenal des sanctions et des interdictions continue de s'étoffer. En septembre, [le comité CFIUS](#), chargé de contrôler les projets d'investissement étrangers aux Etats-Unis dans l'intérêt de la sécurité nationale, a vu ses attributions étendues par un décret présidentiel. Au lieu de se cantonner aux technologies à déclinaison militaire, il pourra bloquer l'acquisition d'une entreprise ayant accès aux données privées des Américains.

Un mauvais augure pour TikTok

Une décision de mauvais augure [pour le réseau social TikTok](#), la vitrine très populaire aux Etats-Unis du chinois ByteDance. Donald Trump avait ordonné sa vente forcée à des investisseurs américains. Joe Biden a suspendu cette décision, le temps d'une revue des problématiques de sécurité, toujours en cours. La liste des entreprises chinoises sous revue continue à grossir.

Mais c'est surtout dans le réarmement industriel des Etats-Unis qu'investit Joe Biden, pour ne plus dépendre de la Chine. Une série de lois votées depuis fin 2021 vise à favoriser le made in America, par centaines de milliards de dollars de crédits d'impôts. L'industrie locale des semi-conducteurs va ainsi bénéficier de 53 milliards de dollars de subventions, tandis que [les exportations de puces avancées](#) vers la Chine ont été interdites en octobre.

Les [fabricants de voiture électriques](#), de batteries, et les producteurs d'énergies renouvelables doivent eux aussi se plier à la préférence nationale pour bénéficier des largesses fédérales : la part de matériaux et équipements chinois incorporée dans leurs produits est désormais réglementée - et sera réduite par étapes à la portion congrue.

Solveig Godeluck et Karl De Meyer (Bureaux de New York et Bruxelles)

* * *

Réforme de l'ISF : des effets confirmés sur l'expatriation des ménages aisés - Les Echos

Le Comité d'évaluation lancé à la suite de la réforme de 2018, qui a créé une « flat tax » de 30 %, supprimé l'ISF et instauré un impôt sur la fortune immobilière (IFI), souligne que les retours d'expatriés fiscaux ont été à nouveau plus nombreux que les départs en 2020.

Les députés n'ont pas voté le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) lors de [l'examen budgétaire](#) qui s'est achevé, mercredi, par [le déclenchement de l'article 49.3](#). Mais, après les « [superdividendes](#) », l'ISF a nourri des débats enflammés sur la mise à contribution des riches dans cette période où l'inflation rogne le pouvoir d'achat des Français. C'est dans ce contexte que paraît la quatrième édition du Comité d'évaluation de la réforme de la fiscalité du capital, placé sous la houlette de France Stratégie, un think tank rattaché à Matignon.

Pour mémoire, ce comité a été instauré à la suite de la réforme emblématique du premier quinquennat, qui a remplacé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) et créé un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou « flat tax ») de 30 % sur les revenus du capital (plutôt qu'une imposition au barème progressif). Emmanuel Macron s'était engagé à corriger le tir en fonction des évaluations qui seraient faites.

Prélèvements élevés

Chute des départs des assujettis à l'ISF ou à l'IFI, bond des dividendes... dès la première année de sa mise en oeuvre, la réforme de la fiscalité du capital a eu des effets tangibles, a déjà révélé le comité.

En revanche, [l'impact direct sur l'économie](#) n'a pas pu être démontré. Mais le comité a relancé une étude approfondie pour 2023 sur ce volet spécifique. Le rapport, qui met à jour des données pour l'année 2020, « année exceptionnelle en raison du Covid », rappellent les auteurs Cédric Audenis et Clément Dherbécourt, confirme certaines grandes tendances.

« La flat tax a été autofinancée du fait de la hausse des dividendes distribués depuis la réforme, soulignent les rapporteurs. Le dynamisme des assiettes taxées compensant les baisses de taux d'imposition engagées depuis 2018, les prélèvements sur le capital en France rapportés au PIB sont au même niveau en 2020 qu'en 2017. »

« Ils demeurent parmi les plus élevés en termes de standards internationaux », indique le rapport, tout en rappelant que les prélèvements obligatoires en France sont eux-mêmes au-dessus de la moyenne. En 2020, les recettes de taxation sur le capital ont représenté 23 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires, contre une moyenne de 20 % dans l'Union européenne.

Plus de retours que de départs

Autre tendance lourde : depuis le passage de l'ISF à l'IFI, on observe une baisse du nombre d'expatriations et une hausse du nombre d'impatriations fiscales de ménages français soumis à l'imposition sur le patrimoine. Depuis 2018, le nombre de retours de foyers taxables à l'IFI dépasse le nombre de départs (380 contre 220 en 2020), alors qu'on constatait l'inverse pour les flux de contribuables à l'ISF (470 contre 1.020 en 2016).

Cette évolution porte toutefois sur de petits effectifs, de l'ordre de quelques centaines, à comparer avec les quelque 150.000 contribuables assujettis à l'IFI.

Par ailleurs, un petit nombre de ménages concentre la plus grande partie des volumes de revenus de capitaux mobiliers. « C'est particulièrement vrai pour les plus-values mobilières perçues lors des ventes d'actions, mais c'est également le cas des dividendes éligibles au PFU, et dans une moindre mesure pour les intérêts », notent les auteurs.

Concentration

Ainsi, 64 % des dividendes sont perçus par des foyers déclarant plus de 100.000 euros de dividendes en 2020 (contre 44 % en 2017). Les montants de dividendes supérieurs à 1 million d'euros comptent pour 24 % du total en 2020, contre 26 % en 2018-2019, et 10 % en 2017. La concentration des plus-values mobilières réalisées a aussi augmenté depuis la réforme : 3.900 foyers (0,01 % des foyers) concentrent 71 % des plus-values de droit commun en 2020, contre 62 % en 2017. Mais elle a légèrement diminué en 2020.

En outre, le comité souligne que « les ménages dont les dividendes ont crû très fortement en 2020 par rapport à 2017 n'ont en moyenne pas réduit leurs revenus d'activité ». Alors que l'on pouvait craindre que les personnes pouvant choisir leur forme de rémunération (indépendants, professions libérales, hauts dirigeants d'entreprise) soient incitées à basculer des revenus d'activité vers les revenus du capital avec la flat tax.

En 2020, les dividendes éligibles à la flat tax se sont élevés à 23,6 milliards d'euros, un niveau proche de 2018 et 2019, mais qui se compare aux 14,3 milliards d'euros versés en 2017. Les plus-values mobilières ont atteint 15 milliards d'euros en 2020, en repli de 2 milliards environ par rapport à 2018 et 2019, sans doute en raison de la crise sanitaire. L'ensemble des revenus du capital est en hausse de 7 milliards d'euros (+21 %) en 2020 par rapport à 2017, et en baisse de 2 milliards d'euros par rapport à 2019 (-6,5 %).

Isabelle Couet

* * *

Au Ghana, les commerçants ferment boutique pour dénoncer une inflation record – Le Monde

Les prix ont augmenté de 37 % en septembre, tandis que la monnaie locale s'est effondrée par rapport au dollar américain.



Des boutiques fermées à Accra, le 19 octobre 2022. FRANCIS KOKOROKO / REUTERS

Les commerçants d'Accra ont fermé boutique, mercredi 19 octobre, dans le cadre d'une manifestation de trois jours pour protester contre la flambée du coût de la vie, aggravée depuis l'invasion russe en Ukraine. Dans le quartier des affaires et de pièces détachées de véhicules, habituellement paralysé par les embouteillages, seuls les vendeurs de nourriture ambulants étaient visibles devant les commerces fermés. Accablé par une lourde dette, le [Ghana](#) a enregistré en septembre une inflation historique de 37 %, tandis que la monnaie locale, le cedi, s'est effondrée par rapport au dollar américain.

Le président Nana Akufo-Addo est critiqué pour sa gestion économique du pays et notamment pour avoir entamé des discussions avec le Fonds monétaire international (FMI) – lui qui avait autrefois promis un « *Ghana sans aide* » – pour obtenir un prêt de 3 milliards de dollars. Cette décision a fait naître la crainte que le gouvernement impose des mesures d'austérité qui accablent un peu plus la population, déjà confrontée à l'explosion des prix.

« M. Akufo-Addo nous déçoit »

Kwesi Amoah, vendeur de pièces détachées à Abossey Okai, dans la banlieue d'Accra, explique à l'AFP que les commerçants n'émettent plus de factures, les prix augmentant trop vite, parfois en quelques heures. « *Nous comprenons que les temps sont durs pour tout le monde, mais nos voisins en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso ne souffrent pas comme nous* », se lamente-t-il. « *M. Akufo-Addo nous déçoit. On a voté pour un changement et un meilleur mode de vie*, souffle Doris Andoh, un commerçant de 37 ans. *J'ai quatre enfants et à l'heure où on parle, deux sont à la maison parce que je ne peux pas payer leurs frais de scolarité.* »

Le syndicat des commerçants du Ghana (GUTA) a déclaré que la fermeture des commerces était un appel à l'aide au gouvernement et une manière d'exprimer leur frustration. « *Il est évident que nous ne pouvons plus supporter cette situation plus longtemps* », a déclaré son président, Joseph Obeng. Le Conseil d'Etat, un organe consultatif du chef de l'Etat mandaté par la Constitution, a tenté de convaincre les commerçants d'annuler la grève, en vain. Le gouvernement n'a fait aucun commentaire.

La Banque centrale du Ghana a augmenté son principal taux directeur de 10 points de pourcentage cette année, le portant à 24,5 %, afin de tenter de maîtriser la croissance des prix. Mais cela a augmenté les coûts d'emprunt pour les commerçants.

Le Monde avec AFP

* * *

Royaume-Uni : acculée, la Première ministre Liz Truss jette l'éponge - Challenges

Acculée, la Première ministre britannique Liz Truss s'est finalement résignée jeudi à démissionner après seulement six semaines au pouvoir ressemblant à un chemin de croix pour la dirigeante conservatrice, dont le programme économique radical avait provoqué une crise politique et financière.

"Etant donnée la situation, je ne peux accomplir le mandat pour lequel j'ai été élue par le parti conservateur. J'ai donc parlé à sa majesté le Roi pour lui notifier que je démissionne", a déclaré la dirigeante de 47 ans devant le 10 Downing Street, dans une très courte prise de parole.

Un scrutin pour lui trouver un successeur au sein du parti conservateur aura lieu "d'ici à la semaine prochaine", a ajouté la dirigeante conservatrice, qui jette donc l'éponge et devient le Premier ministre à être resté le moins longtemps à Downing Street dans l'histoire britannique moderne, avec seulement 44 jours en poste.

BREAKING: Liz Truss has resigned as PM and Conservative leader, saying she "cannot deliver the mandate" on which she was elected.

There will be a leadership election "to be completed within the next week." <https://t.co/WUnquWwffN>



Sky 501, Virgin 602, Freeview

233 pic.twitter.com/DaI0Ai021z

— Sky News (@SkyNews) [October 20, 2022](#)

Jeudi matin encore, elle semblait pourtant s'accrocher au pouvoir, un porte-parole assurant à la mi-journée qu'elle "travaillait" avec son ministre des Finances Jeremy Hunt pour préparer leur plan économique de moyen terme, au lendemain d'une journée catastrophique pour elle.

Mais en fin de matinée, elle a rencontré le député à la tête du puissant Comité 1922 chargé de l'organisation interne du parti conservateur (et donc d'une éventuelle procédure de remplacement), au moment où la dirigeante conservatrice se débattait avec une majorité de plus en plus frondeuse, la liste de parlementaires demandant son départ s'allongeant d'heure en heure.

"Partir dès que possible"

"Liz Truss doit partir dès que possible", avait lâché l'ancien ministre conservateur David Frost, qui la soutenait ardemment auparavant, dans une tribune au Daily Telegraph.

Plus impopulaire que jamais dans l'opinion, sans programme économique après l'humiliant renoncement aux baisses d'impôts et ayant dû se priver de deux de ses plus importants ministres, Liz Truss avait beau assurer qu'elle voulait rester en place, son maintien à Downing Street semblait bien compromis.

En pleine crise économique du coût de la vie, qui voit des millions de Britanniques souffrir de l'inflation, le parti conservateur réenclenche une élection interne pour se trouver un nouveau dirigeant --le cinquième en six ans--, alors que la précédente a eu lieu cet été, après la démission de Boris Johnson, sur fonds de scandales à Downing Street et dans la majorité.

Quels seront les candidats, alors que depuis des jours, plusieurs noms circulent pour succéder à Liz Truss, comme ceux de Rishi Sunak, Jeremy Hunt, Penny Mordaunt --la ministre chargée des relations avec le Parlement-- voire même Boris Johnson, le Premier ministre qu'elle a remplacé en septembre.

Appel à des élections dès "maintenant"

Les Tories ont décidé d'éviter des législatives anticipées, au moment où l'opposition travailliste caracole en tête dans les sondages. Après l'annonce de Liz Truss, leur chef Keir Starmer a appelé à convoquer une élection générale dès "maintenant" et non fin 2024 ou début 2025 comme prévu.

Les conservateurs "manquent à leur devoir patriotique de base de laisser les Britanniques en dehors de leurs querelles pathétiques", avait-t-il attaqué jeudi matin dans un discours devant le Congrès des syndicats (TUC), au moment où de nombreux mouvements sociaux agitent le pays face à la crise du coût de la vie.

Pour Liz Truss, la journée de mercredi a viré au mélodrame. Moins d'une semaine après le départ du ministre des Finances Kwasi Kwarteng, remplacé par Jeremy Hunt, nouvel homme fort du gouvernement, c'est la très à droite ministre de l'Intérieur Suella Braverman qui a quitté le gouvernement pour des divergences grandissantes avec Liz Truss sur l'immigration, selon les médias britanniques.

Elle a été remplacée par Grant Shapps, ancien ministre des Transports sous Boris Johnson, dans ce qui se voulait un geste d'ouverture à l'égard des ex-adversaires de Liz Truss dans la course à Downing Street, Shapps ayant soutenu Rishi Sunak.

La soirée a ensuite été mouvementée au Parlement où un vote --remporté par le gouvernement-- à propos de la levée du moratoire sur la fracturation hydraulique a visiblement tourné à la foire d'empoigne entre les conservateurs.

Des députés de la majorité ont refusé de voter dans le sens du gouvernement, malgré les représailles auxquelles ils s'exposent, Downing Street ayant expressément demandé de respecter la consigne de vote.

(Avec AFP)

* * *

Allez, c'est vendredi ! Sourions...



Pour adhérer à notre syndicat il suffit de [télécharger le bulletin d'adhésion](#) sur notre site, le remplir et le renvoyer accompagné du paiement correspondant.